

Brochure n° 3173

**Convention collective nationale**

IDCC : 1810. – **ENTREPRISES DE PROPRETÉ**  
**(15<sup>e</sup> édition. – Janvier 2003)**

AVENANT DU 4 AVRIL 2005  
À LA CONVENTION DU 29 JUILLET 1993  
PORTANT CRÉATION DU FAF PROPRETÉ  
NOR : *ASET0550540M*  
IDCC : 1810

La convention du 29 juillet 1993 portant création du FAF Propreté est ainsi modifiée :

**Article 4**

*Objet*

A la 1<sup>re</sup> phrase, il est supprimé les mots « et de la taxe d'apprentissage » et il est ajouté à la fin de cette première phrase les mots « sur la formation professionnelle tout au long de la vie du 25 octobre 2004 ».

Paragraphe intitulé : « En ce qui concerne le plan de formation, le FAF Propreté : ».

Le titre de ce paragraphe devient : « A. – En ce qui concerne le plan de formation, le FAF Propreté : »

Au 3<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté à la suite de « des actions de formation des salariés, » les mots « conformément aux dispositions de l'accord de branche sur la formation professionnelle, » et il est supprimé dans cet alinéa les mots « soit ne bénéficiant pas des dispositions de l'annexe VII de la CCN à la suite de la perte d'un marché, soit licenciés économiquement en raison de leur inaptitude définitive à occuper un emploi correspondant à leur qualification, à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, ».

Le 4<sup>e</sup> alinéa : « – collecte et gère les contributions obligatoires prévues dans le cadre du capital temps de formation ; » est supprimé.

Au 5<sup>e</sup> alinéa qui devient le 4<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté les mots « sur la formation professionnelle » à la suite de « l'accord de branche » et il est ajouté à la suite de « dans la limite des disponibilités financières » les mots « et inscrit les dossiers de demande de financement, ».

Le 6<sup>e</sup> alinéa : « – gère les dossiers de capital temps formation, » est supprimé.

Au 7<sup>e</sup> alinéa qui devient le 5<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté « l'accord de branche du 25 octobre 2004 et » à la suite de « dans les conditions et les limites fixées par ».

Le 8<sup>e</sup> alinéa : « – assure l'information des partenaires concernés sur le capital temps formation. » est supprimé.

Paragraphe intitulé : « En ce qui concerne l'insertion en alternance, le FAF Propreté : » Le titre de ce paragraphe devient : « B. – En ce qui concerne l'alternance, la professionnalisation et le droit individuel à la formation, le FAF Propreté : ».

Au 1<sup>er</sup> alinéa, il est ajouté après « l'insertion professionnelle des jeunes » les mots « et des demandeurs d'emploi, le maintien dans l'emploi des salariés sous contrat à durée indéterminée et le droit individuel à la formation, » et après les mots « selon la législation en vigueur » il est ajouté les mots « et les priorités de la branche, ».

Au 3<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté après « dans les conditions fixées par les textes en vigueur » les mots « et l'accord de branche sur la formation professionnelle, ».

Au 4<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté après « aux dispositions légales en vigueur » les mots « et de l'accord de branche ».

Le paragraphe intitulé : « En ce qui concerne le congé de bilan de compétences, le FAF Propreté :

- établit la liste des organismes habilités à effectuer les bilans ;
- décide de la prise en charge des dépenses afférentes à leur réalisation ;
- gère les dossiers de congés de bilan de compétences, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur. » est supprimé.

Il est créé un paragraphe : « C. – En ce qui concerne l'alphabétisation, la lutte contre l'illettrisme, l'initiation et le perfectionnement à la langue française » comportant l'unique alinéa suivant : « Les actions de formation d'alphabétisation, de lutte contre l'illettrisme, d'initiation et de perfectionnement à la langue française font l'objet d'une affectation annuelle de 5 % au moins des fonds mutualisés de la branche conformément à l'article 8 de l'accord du 25 octobre 2004. »

Le paragraphe « Le FAF Propreté a, en outre, pour mission : » est déplacé à la fin de l'article 4. Le titre de ce paragraphe est remplacé par « E. – Les autres missions du FAF Propreté : ».

Le 1<sup>er</sup> alinéa : « – de mettre en œuvre la politique générale de formation continue à l'intention des salariés de la profession, définie paritairement, » devient « Le FAF Propreté a, en outre, pour mission de mettre en œuvre la politique générale de formation continue à l'intention des salariés des entreprises de la profession conformément aux dispositions de l'accord de branche sur la formation professionnelle.

Ainsi, il a notamment pour rôle : ».

Au 2<sup>e</sup> alinéa de ce paragraphe, il est ajouté entre les mots « notamment par l'intermédiaire des » et les mots « comités d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, » les mots « agences du FAF Propreté couvrant les bassins d'emploi de la branche, ainsi que des ».

Au 3<sup>e</sup> alinéa qui devient le 9<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté après les mots « à la réalisation de ses missions » les mots « et afin de répondre aux demandes de la CPNE FP pour l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications ».

Le 4<sup>e</sup> alinéa : « – d'examiner dans les conditions prévues dans l'accord national de branche relatif à la formation professionnelle, les modalités d'intervention en vue de favoriser les salariés ne bénéficiant pas des dispositions de l'annexe VII de la CCN à la suite de la perte d'un marché, » est remplacé par le 4<sup>e</sup> alinéa suivant : « – de rechercher au niveau régional et national, voire européen, les cofinancements auprès des institutionnels concernés pour aider les entreprises de la branche à développer les formations prioritaires de leurs salariés au-delà de leurs obligations, ».

Le 5<sup>e</sup> alinéa devient le 3<sup>e</sup> alinéa suivant : « – de mettre éventuellement en œuvre dans les régions et au niveau national des actions de formation d'intérêt collectif afin de demeurer au plus près des besoins exprimés tant par les entreprises que par les salariés et sur décision de son conseil d'administration, ».

Le 6<sup>e</sup> alinéa est supprimé.

Le 7<sup>e</sup> alinéa est inchangé. Il devient le 5<sup>e</sup> alinéa.

Le 8<sup>e</sup> alinéa : « – plus généralement, d'entreprendre toutes actions compatibles avec les objectifs de la formation permanente et de la législation en vigueur » devient le 6<sup>e</sup> alinéa suivant : « – plus généralement, d'entreprendre toutes actions compatibles avec les objectifs de la formation continue, de la législation en vigueur et de l'accord de branche sur la formation professionnelle, notamment en matière d'innovation, ».

Il est créé un 7<sup>e</sup> alinéa : « – de proposer à la CPNE FP, dans le cadre des actions spécifiques et prioritaires visant notamment à améliorer l'égalité hommes-femmes et s'inscrivant dans la lutte contre l'illettrisme et le développement de l'alphabétisation, le nombre et la durée de ces actions ainsi que le montant et le niveau de prise en charge, ».

Il est créé un 8<sup>e</sup> alinéa : « – de proposer un ajustement des types de prise en charge en cas d'insuffisance de ressources financières, ».

Paragraphe intitulé : « En ce qui concerne l'apprentissage : le FAF Propreté : ». Le titre de ce paragraphe devient : « D. – En ce qui concerne l'apprentissage : »

Le 1<sup>er</sup> alinéa : « – collecte, sur le montant de la taxe d'apprentissage à hauteur de 0,2% du montant de la masse salariale, la totalité ou le solde des versements des entreprises selon qu'elles ont effectué ou non des versements directs à un ou plusieurs centres de formation d'apprentis (CFA). Ces fonds, lorsqu'ils ne sont pas préaffectés, sont reversés aux CFA de la profession selon les conditions de l'article 25 de l'accord de branche » est supprimé.

Le 2<sup>e</sup> « alinéa : « – fixe le montant annuel réel des versements effectués aux CFA sur les contributions au titre de l'alternance, dans la limite de la quote-part fixée par l'article 25 de l'accord de branche et selon les conditions qui y sont définies » est supprimé.

Il est créé l'alinéa suivant : « Une partie des fonds mutualisés par le FAF Propreté contribue au fonctionnement des CFA Propreté en fonction des besoins exprimés par l'organisme gestionnaire et des possibilités financières de l'OPCA, sur le 0,50 % visé à l'article 5 du présent accord. »

## Article 5

### *Ressources du FAF Propreté*

La phrase « Le FAF Propreté est alimenté par : » est inchangée.

Le 1<sup>er</sup> alinéa devient : « 1. Le versement obligatoire et intégral des employeurs au titre du 0,50 % de la masse salariale des entreprises de 10 salariés et plus ou 0,15 % de la masse salariale des entreprises de moins de 10 salariés en application des textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur, ».

Le 2<sup>e</sup> alinéa n'est pas modifié.

Le 3<sup>e</sup> alinéa n'est pas modifié.

Le 4<sup>e</sup> alinéa : « 4. Le versement obligatoire des employeurs au titre des formations d'insertion en alternance ; » est supprimé.

Le 5<sup>e</sup> alinéa : « 5. Le versement obligatoire de tout ou partie du 0,2 % de la masse salariale due au titre de la taxe d'apprentissage selon les modalités définies à l'article 4 de la présente convention, » est supprimé.

Le 6<sup>e</sup> alinéa : « 6. Les subventions ou apports autorisés par la législation en vigueur, » devient le 4<sup>e</sup> alinéa suivant : « 4. Les subventions ou apports autorisés par la législation en vigueur ; ».

Le 7<sup>e</sup> alinéa : « 7. Les dons et legs, » devient le 5<sup>e</sup> alinéa suivant : « 5. Les dons et legs ; ».

Le 8<sup>e</sup> alinéa : « 8. Les emprunts, » devient le 6<sup>e</sup> alinéa suivant : « 6. Les emprunts ; ».

Le 9<sup>e</sup> alinéa : « 9. Les intérêts des fonds placés, » devient le 7<sup>e</sup> alinéa suivant « 7. Les intérêts des fonds placés ; ».

Le 10<sup>e</sup> alinéa : « 10. Toutes autres ressources autorisées par la loi. » devient le 8<sup>e</sup> alinéa suivant : « 8. Toutes autres ressources autorisées par la loi. »

La dernière phrase : « Les entreprises doivent verser au FAF Propreté les contributions obligatoires ou reliquats visés aux alinéas 1 à 5 inclus. » devient : « Les entreprises doivent verser au FAF Propreté les contributions obligatoires ou reliquats visés aux alinéas 1 à 3 inclus. »

## Article 6

### *Contributions des entreprises*

Cet article 6 devient :

## Article 6

### *Contributions des entreprises*

6.1. Au titre des contributions minimales de 0,50 % de la masse salariale

des entreprises de 10 salariés et plus ou 0,15 % de la masse salariale des entreprises de moins de 10 salariés relatives au financement des priorités de branche.

Les sommes versées obligatoirement par les entreprises du secteur visées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5 donnent lieu à des gestions spécifiques notamment au titre :

- des contrats (CDD) ou de la période de professionnalisation (CDI) pour les jeunes et les demandeurs d'emploi ;
- de la période de professionnalisation des salariés ;
- du droit individuel à la formation ;
- des dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis de la branche ;
- des actions de préparation, d'exercice de la fonction tutorale et de la formation des tuteurs ;
- des dépenses de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche.

Les entreprises devront s'acquitter de ces sommes auprès du FAF Propreté.

## 6.2. Au titre du plan de formation.

6.2.1. Les entreprises de 10 salariés et plus doivent opter pour l'une des 3 formules suivantes, définies en pourcentage du montant de la contribution prévue à l'article L. 951-1 du code du travail, au titre du plan de formation (minimum de 0,9 % de la masse salariale) :

### 1. Option A :

Les entreprises de la profession versent 75 % ou plus.

### 2. Option B :

Les entreprises de la profession versent 30 % ou plus, jusqu'à concurrence de 75 %.

### 3. Option C :

Les entreprises de la profession versent obligatoirement au minimum 15 %, ou plus, jusqu'à concurrence de 30 %.

A compter de la collecte 2006, assise sur la masse salariale 2005, les entreprises de 10 salariés et plus devront opter pour l'une des trois formules suivantes, définies en pourcentage du montant de la contribution prévue à l'article L. 951-1 du code du travail au titre du plan de formation (minimum de 0,9 % de la masse salariale) :

### 1. Option A :

Les entreprises de la profession versent 75 % ou plus.

### 2. Option B :

Les entreprises de la profession versent 50 % ou plus, jusqu'à concurrence de 75 %.

### 3. Option C :

Les entreprises de la profession versent obligatoirement un minimum de 50 %.

A compter de la collecte de février 2007 assise sur la masse salariale 2006 et pour les collectes suivantes, en application des dispositions de l'accord de branche du 25 octobre 2004, les entreprises de 10 salariés et plus devront opter pour l'une des trois formules suivantes, définies en pourcentage du montant de la contribution prévue à l'article L. 951-1 du code du travail, au titre du plan de formation (minimum de 0,9 % de la masse salariale) :

1. Option A :

Les entreprises de la profession versent 100 % ou plus.

2. Option B :

Les entreprises de la profession versent 71 % ou plus, jusqu'à concurrence de 100.

3. Option C :

Les entreprises de la profession versent obligatoirement un minimum de 70 %.

Les fonds mutualisés du plan de formation des entreprises de 10 salariés et plus sont constitués des contributions versées non utilisées par les entreprises au 15 juillet de l'année d'exigibilité.

Pour la collecte 2005, assise sur les salaires 2004, seules les entreprises ayant choisi les options A et B peuvent avoir accès à ces fonds mutualisés. Dans le cas de l'option B, les sommes accordées à ce titre sont limitées à 50 % de la contribution de l'entreprise au FAF Propreté.

A compter de la collecte 2006, assise sur les salaires 2005 et pour les années suivantes, les entreprises ayant opté pour les options A, B et C auront accès aux fonds mutualisés.

Pour les options B et C, les sommes accordées à ce titre seront limitées à 50 % de la contribution de l'entreprise au FAF Propreté.

6.2.2. Les entreprises de moins de 10 salariés devront verser obligatoirement au FAF Propreté la contribution qui est affectée au plan de formation, soit 0,25 % de la masse salariale 2004 versée au plus tard le 28 février 2005 et 0,40 % de la masse salariale 2005 versée au plus tard le 28 février 2006 et les années suivantes en application des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur. Leurs contributions seront mutualisées dès réception dans une section particulière au sein de laquelle sont assurées la gestion de la contribution et sa mutualisation.

Cette dernière pourra être élargie à l'ensemble des contributions que le FAF Propreté perçoit au titre du plan de formation, conformément à l'accord de branche sur la formation professionnelle du 25 octobre 2004 (art. 33 dudit accord).

## Article 7

### *Utilisation des ressources*

Cet article 7 devient :

## Article 7

### *Utilisation des ressources*

Les ressources du FAF Propreté sont destinées :

1. Au financement du droit individuel à la formation, conformément aux dispositions des textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

2. Au financement et au remboursement des frais engagés par les entreprises, dans le cadre de leur plan de formation dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur et selon les conditions fixées par le conseil d'administration du FAF Propreté.

3. Au financement des contrats (CDD) ou de la période de professionnalisation (CDI) pour les jeunes et les demandeurs d'emploi.

4. Au financement de la période de professionnalisation des salariés.

5. Au financement des actions de préparation, d'exercice de la fonction tutorale et de la formation des tuteurs.

6. Au financement des dépenses de fonctionnement des CFA de la Propreté conformément aux dispositions de l'accord de branche.

7. Au financement de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

8. Au financement de ses frais d'études et de recherches, dans la limite de 9,9 % de l'ensemble des sommes collectées au titre des versements visés à l'article 5 et selon les limites fixées par les textes législatifs, réglementaires ou conventionnels en vigueur pour les frais d'information et de fonctionnement.

9. Au financement des missions conformément à son objet prévues à l'article 4 de la présente convention.

## Article 8

### *Indemnités et autorisation d'absence*

Les deux premiers alinéas sont supprimés et sont remplacés par le 1<sup>er</sup> alinéa suivant : « Les organisations signataires des accords portant constitution du FAF Propreté peuvent percevoir, pour les missions et services accomplis en vue d'assurer la gestion paritaire des fonds de la formation professionnelle, une indemnisation qui ne peut excéder 0,75 % du montant des sommes collectées au titre des agréments (décret 96-703 du 7 août 1996). »

Le 3<sup>e</sup> alinéa est inchangé et devient le 2<sup>e</sup> alinéa.

## Article 10

### *Révision de la convention*

Au 1<sup>er</sup> alinéa, les mots « conclu par les signataires » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions légales ».

Au 6<sup>e</sup> alinéa, sont ajoutés après les mots « sauf en cas de modification législative » les mots « ou réglementaire ».

## Article 12

### *Date d'effet et adhésion*

Le 1<sup>er</sup> alinéa :

« Le présent avenant prend effet après l'obtention des agréments demandés conformément :

- aux articles L. 951-1 et L. 952-1-5 du code du travail à l'exclusion du congé individuel de formation ;

- à l'article 30 de la loi de finances de 1985, modifié pour 1994 ;
- et à la loi reprenant les dispositions de l'avenant du 5 juillet 1994 à l'accord interprofessionnel du 3 juillet 1991, ainsi qu'à ses décrets d'application ;
- et après la publication de l'arrêté d'extension. »

est remplacé par l'alinéa suivant :

« La convention de création du FAF Propreté du 29 juillet 1993 et ses avenants des 21 novembre 1994, 27 janvier et 7 mars 1995 a pris effet après l'obtention de ses agréments des 8 décembre 1993 et 22 mars 1995.

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature. Il fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 133-8 du code du travail. Le présent avenant est remis à chacune des organisations signataires. Une notification de l'avenant sera effectuée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives. »

L'alinéa : « Toute organisation professionnelle pourra adhérer, sous réserve de l'accord préalable de la majorité des voix du conseil d'administration de l'OPCA. La demande d'adhésion est à présenter au président du FAF Propreté » n'est pas modifié.

Il est ajouté à la fin du dernier alinéa : « Elle devra faire l'objet d'un avenant à la convention de création de l'OPCA et être approuvée par les signataires du présent texte. Elle sera applicable sous réserve d'un accord collectif et de l'agrément de l'Etat pour l'extension du champ de compétences », les mots « conformément aux dispositions légales ».

### Article 13

Le 1<sup>er</sup> alinéa est inchangé.

Il est ajouté le 2<sup>e</sup> alinéa suivant : « Les partenaires sociaux s'accordent pour intégrer les dispositions de l'avenant du 4 avril 2005 à la convention de création du FAF Propreté du 29 juillet 1993 modifiée par les avenants des 21 novembre 1994, 27 janvier et 7 mars 1995. »

Fait à Villejuif, le 4 avril 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FEP.



**Syndicats de salariés :**

Fédération des ports et docks CGT ;  
FO-FEETS ;  
Fédération des services CFDT ;  
SNCTAN-CGC ;  
CFTC-SEGIC CSFV.